



Pacte Mondial
Réseau France

NOTE D'EXPERTISE

Quel avenir pour les ODD, 5 ans avant 2030 ?

AOÛT 2025





Quel avenir pour les ODD, 5 ans avant 2030 ?

Rédaction par Hadrien Kleiman ; suivi éditorial par Nils Pedersen, Olivier Gil et Dina Kartit

Cette note vise à dresser un état des lieux de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) 10 ans après leur adoption, et à mettre en lumière des perspectives.

La Conférence de Séville sur le financement du développement durable (FfD4) et le Forum politique de haut niveau des Nations Unies (HLPF) sur le développement

durable se sont tenus cet été, pour accélérer la mise en œuvre des ODD. Cette note propose également un décryptage des principaux engagements pris lors de ces événements.

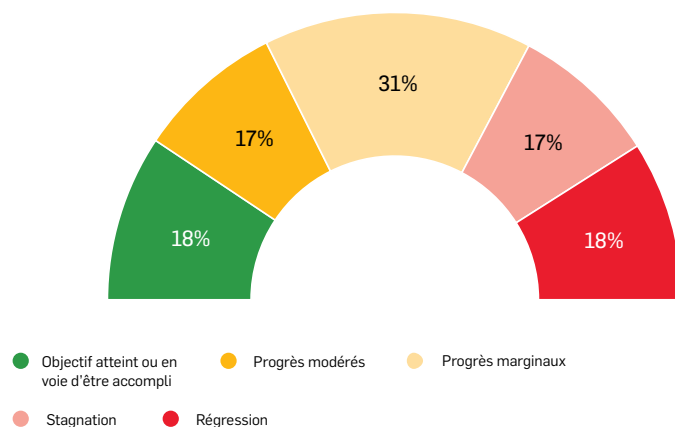
Une décennie plus tard, l'atteinte des ODD d'ici 2030 est aujourd'hui davantage une ambition abstraite qu'une réalité tangible

DES PROGRÈS TOUJOURS INSUFFISANTS ET CERTAINS INDICATEURS MONDIAUX DANS LE ROUGE

A l'occasion du Forum politique de haut niveau des Nations Unies (HLPF) sur le développement durable, le Secrétaire général des Nations Unies présente son rapport annuel sur la mise en œuvre des ODD¹. L'édition 2025, cinq ans précédant l'échéance fixée par l'Agenda 2030, revient sur une décennie entière de progrès vers l'atteinte des ODD. Si des avancées substantielles ont pu être réalisées depuis 10 ans, le monde reste encore loin du compte.

Aujourd'hui, seules 35 % des cibles des ODD sont sur un rythme de progrès adéquat. Parmi elles, 18 % seront atteintes en 2030 avec la trajectoire actuelle (17 % en 2024), et 17 % sont en progrès modérés. A l'inverse, 48 % sont en progrès trop marginaux ou stagner, tandis que 18 % des cibles sont même en régression par rapport aux données de 2015

Progrès globaux relatifs aux ODD, sur la base des données agrégées mondiales pour la période 2015-2025



Source : The Sustainable Development Goals Report 2025

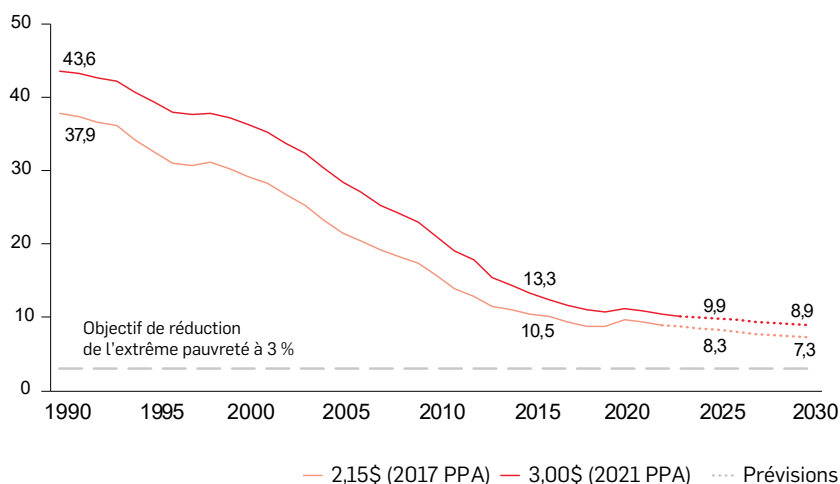
Cette régression est particulièrement visible sur l'ODD 2 – Faim « zéro » (tout comme pour l'ODD 14 – Préservation des océans¹), avec plus de 40 % des indicateurs en retrait par rapport aux données de 2024². La faim dans le monde s'est accrue depuis 2019. Selon des données en date de 2023, près d'une personne sur 11 dans le monde est confrontée à la faim et plus de 2 milliards de personnes sont concernées par une insécurité alimentaire modérée à sévère.

Pour l'ODD 8 – Croissance économique et travail décent, près de 35 % des cibles sont en dessous des niveaux relevés il y a dix ans³. L'extrême pauvreté est toujours un enjeu crucial à l'échelle mondiale. Si la part de la population mondiale en situation d'extrême pauvreté a considérablement diminué depuis 1990, la pandémie de COVID-19 a considérablement freiner les progrès accomplis, entraînant même une dégradation. Avec la réévaluation du seuil d'extrême pauvreté à 3 \$ (2,59 euros) par personne et par jour par la Banque mondiale en 2025, près de 10 % de la population mondiale est aujourd'hui en situation d'extrême pauvreté, soit plus de 808 millions de personnes.

La pauvreté ne se limite pas aux pays en développement. En France, le taux de pauvreté est en augmentation depuis les années 2000. En se référant au seuil de niveau de vie médian s'établissant à 60 %, le taux de pauvreté en France s'élève à 15,4 % en 2023 (INSEE), soit 3 points de pourcentage de plus qu'en 2004 (12,4 %)⁴.

Depuis le début de l'Agenda 2030 il y a 10 ans, et 5 ans avant son échéance, le problème majeur dans l'atteinte des ODD concerne l'accès aux données. Sur les 169 cibles des Objectifs, seules 139 ont pu être analysées efficacement depuis 2015. Cela pose un problème tant pour la mesure efficace du progrès que pour l'identification des axes prioritaires de progrès – et donc pour la mise en place de politiques publiques ciblées et efficaces en faveur des ODD.

Proportion de la population vivant avec moins de 3,00 dollars par jour en parité de pouvoir d'achat (PPA) de 2021 et 2,15 dollars par jour en PPA de 1990-2030 (en pourcentage)



Les données sur la pauvreté présentées ici sont basées sur la version de septembre 2024 de la Plateforme sur la pauvreté et les inégalités (PIP) de la Banque mondiale avec les PPA de 2017 et sur la version de juin 2025 de la PIP avec les PPA de 2021. Par conséquent, la différence entre les deux séries n'est pas seulement due aux nouveaux PPA et au nouveau seuil international de pauvreté, mais aussi à l'inclusion des nouvelles données d'enquête. Les lignes pointillées représentent des données projetées ou des prévisions à court terme.

Source : The Sustainable Development Goals Report 2025

2024 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée, avec un réchauffement dépassant le seuil de 1,5 °C, au-dessus de la moyenne pré-industrielle fixé par l'Accord de Paris.
Les niveaux de dioxyde de carbone ont également été au plus haut.

La paix et la sécurité se sont dégradées, avec plus de 120 millions de personnes contraintes de quitter leur foyer en 2024, soit plus du double par rapport à 2015.

Le coût du service de la dette des pays à revenu faible et intermédiaire a atteint le montant record de 1 400 milliards de dollars, réduisant les ressources nécessaires au développement durable.

UNE PROGRESSION À L'ÉCHELLE MONDIALE
MAIS DES DISPARITÉS RÉGIONALES TOUJOURS
FORTES

Le rapport 2025 du Réseau de solutions pour le développement durable (SDSN)⁵ montre que les ODD ont progressé partout dans le monde depuis 2015. L'indice mondial moyen dans l'atteinte des ODD a atteint 68,6 sur 100 en 2025, en progression de + 4,9 points depuis 2015. Cependant, les rythmes de progrès sont encore

inégaux et insuffisants pour combler les disparités régionales.

Parmi les blocs régionaux ayant le plus progressé depuis 2015 à l'indice de mise en œuvre des ODD, l'Asie du Sud et de l'Est ressort premier, au-dessus de la moyenne mondiale, et réduisant ainsi l'écart avec le bloc des pays de l'OCDE (8,6 points en 2025 contre 11,7 points en 2015).

Indice mondial moyen dans l'atteinte des ODD 2015-2025
UNSDSN, 2025

	Indice 2025	Indice 2015	Progrès depuis 2015
Ensemble des pays du monde	68,6	63,7	+ 4,9
Bloc des pays de l'OCDE	78,1	74,7	+ 3,4
Asie Centrale et Europe de l'Est	72	66,9	+ 5,1
Amérique Latine et Caraïbes	70,3	66	+ 4,3
Asie du sud et de l'est	69,5	63	+ 6,5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	65,6	61,6	+ 4
Petits États insulaires en développement	64,9	61,3	+ 3,6
Afrique Sub-saharienne	53,9	48,5	+ 5,4
Océanie	53,4	NC	NC

A l'inverse, les petits États insulaires en développement n'ont progressé que de 3,6 points en 10 ans, avec une application des ODD retardée par rapport aux autres blocs. Si l'Afrique sub-saharienne enregistre la 2^e plus forte augmentation de l'indice sur la décennie, cela reste cependant trop peu au regard du faible niveau de mise en œuvre de la région, très en dessous de la moyenne mondiale, tout comme l'Océanie, dont les données sont insuffisantes pour évaluer le progrès depuis 2015.

Ces données illustrent l'enjeu capital d'un meilleur financement du développement durable. L'Afrique subsaharienne étant la région avec la plus grande concentration de pays à revenus faibles ou à revenus intermédiaires de la tranche basse⁶. Un constat similaire pour la plupart des pays d'Océanie et les autres

petits états insulaires en développement, majoritairement dans la catégorie des revenus intermédiaires de la tranche basse, tout en étant confrontés à des contraintes géographiques fortes, et particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique.

DES AVANCÉES MESURABLES DANS CERTAINS DOMAINES

Cet état des lieux général plutôt pessimiste ne doit cependant pas occulter les nombreuses avancées dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Parmi les principaux succès :

- Depuis 2015, **le nombre de travailleurs pauvres** (travailleurs se situant en dessous du seuil de pauvreté) **a diminué de 20 millions** ;
- Pour la première fois en 2023, **plus de la moitié de la population mondiale** (52,4 %) **bénéficiait d'au moins une prestation de protection sociale**, contre 42,8 % en 2015 ;
- **Les nouvelles infections au VIH ont diminué de 39 % depuis 2010**. Les efforts de prévention du paludisme ont permis d'éviter 2,2 milliards de cas et de sauver 12,7 millions de vies depuis 2000 ;
- Depuis 2015, **110 millions d'enfants et de jeunes supplémentaires ont pu être scolarisés**, l'écart entre les sexes en matière d'éducation continuant de se réduire. L'accès aux infrastructures s'est aussi considérablement élargi.
- En 2023, **92 % de la population mondiale avait accès à l'électricité**. **L'utilisation d'Internet a progressé de 40 % en 2015 à 68 % en 2024**, permettant notamment à des millions de personnes supplémentaires d'accéder à des opportunités d'éducation, d'emploi et de santé ;
- Aujourd'hui, **17,6 % des terres, des eaux intérieures et des zones côtières et marines dans le monde sont protégées**, signifiant que la cible 15.1 de l'ODD 15 – Vie terrestre a été atteinte. L'adoption en 2020 du Cadre de Kunming-Montréal sur la biodiversité a ainsi pu rehausser encore l'ambition, pour viser 30 % d'aires protégées en 2030 ;
- **La déforestation est en recul**, avec un rythme de 10M d'hectares par an sur la période 2015-2020, contre 16M sur la période 1990-2000.

Si l'atteinte de l'ensemble des ODD est un défi de grande ampleur, ces résultats présentent des transformations concrètes et montrent que les différents efforts engagés depuis plusieurs années portent leurs fruits.

Comme rappelé par le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, Li Junhua, ces succès illustrent précisément le principe fondamental de l'Agenda 2030 : le développement durable est réalisable lorsque sont combinées des politiques fondées sur des données probantes, avec un engagement politique et des investissements soutenus.

LA TRANSPARENCE ET LA DISPONIBILITÉ DES DONNÉES : UN ENJEU DE PROGRÈS MAJEUR POUR LES ANNÉES À VENIR

Accélérer la mise en œuvre des ODD d'ici 2030 et au-delà ne pourra se faire sans accès à davantage de données robustes. Celles-ci sont essentielles au pilotage des stratégies d'engagements nationales et à la mise en place de politiques publiques appropriées et efficaces.

Depuis 2019, la proportion par ODD de pays où au moins 2 points de données sont disponibles a augmenté, mais la part reste encore inférieure à 50 %. Ce constat est particulièrement flagrant pour l'ODD 13, relatif aux changements climatiques, pour lequel à peine 10 % des pays disposent de données fiables. Le manque de données met en péril la réalisation des plans nationaux volontaires établis dans le cadre de l'accord de Paris, essentiels pour une réduction collective effective des émissions de gaz à effet de serre – alors que la moyenne annuelle mondiale du réchauffement des températures atteint déjà les seuils fixés.

Conférence de Séville sur le financement du développement durable : des engagements concrets face à l'urgence de combler le déficit de financement

CONTEXTE

La quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4) s'est tenue à Séville du 30 juin au 3 juillet 2025, soit 10 ans après la première édition qui s'est tenue à Addis Abeba, en Éthiopie. L'objectif de ce rendez-vous international est de bâtir un cadre de financement mondial renouvelé, permettant de débloquer davantage de capitaux à moindre coût, de stimuler l'investissement dans les ODD et de réformer l'architecture financière internationale.

En 2025, la conférence s'est tenue dans un contexte de financement du développement durable particulièrement alarmant. Les pays à faibles revenus et à revenus intermédiaires inférieurs ont dû faire face à des coûts de service de la dette s'élevant à un montant record de 1 400 milliards de dollars en 2023.

Selon la Banque mondiale, ces pays ont ainsi consacré 3,7 % de leur revenu national brut (RNB) au service de leur dette en 2023 (revenant ainsi au plus haut niveau de prépandémie), dont 1,1 % uniquement sur le paiement des intérêts (au plus haut sur les deux dernières décennies), mettant à rude épreuve des ressources déjà limitées et laissant moins de place aux investissements essentiels dans la santé, l'éducation ou encore les infrastructures.

Cette augmentation franche des coûts de service de la dette est la conséquence directe :

- de l'accumulation rapide de la dette extérieure au cours de la dernière décennie,
- des taux d'intérêt qui ont atteint leur plus haut niveau en deux décennies et de la dépréciation des monnaies locales face à un dollar américain fort.

La part des pays en développement dans les exportations mondiales de marchandises stagne toujours depuis 2015. Celle des pays les moins avancés ne représente que 1,1 % – un niveau bien inférieur à l'objectif qui était de doubler leur part d'ici 2020.

A cela s'ajoute un déficit d'investissement annuel en faveur du développement durable s'élevant à 4 000 milliards de dollars, et entravant fortement la réalisation des ODD. Malgré l'augmentation des flux financiers publics et privés, l'aide publique au développement a également diminué de 7,1 % après cinq années de croissance, et de nouvelles réductions sont attendues jusqu'en 2025.

DES ENGAGEMENTS SUR LA DETTE ET L'ARCHITECTURE FINANCIÈRE INTERNATIONALE

Face à ces défis d'ampleur, la Conférence de Séville, et l'adoption par les États membres du Compromis de Séville articulé autour d'engagements forts, sert de véritable tremplin pour l'action⁸ en faveur du développement durable. Ces engagements incluent :

- **Mesures de politiques monétaires** : face à l'envolée de la dette souveraine, véritable frein au développement durable, les États membres se sont engagés à prendre plusieurs mesures de politiques monétaires, comme des mécanismes d'échange de dette pour favoriser l'investissement et le développement dans les pays à faibles revenus, un accompagnement des pays pour mieux coordonner leurs efforts de gestion et de restructuration de la dette, ou encore tendre vers davantage de créances en monnaie locale pour réduire les risques liés aux taux de change.
- **Plateforme de financement mixte** : afin de mobiliser davantage d'investissements en faveur du développement durable, une plateforme de financement mixte, SCALED (Scaling Capital for Sustainable Development), sera mise en œuvre pour accélérer la coopération publique-privé en faveur du financement des ODD, dirigée par une coalition de pays (Allemagne, Canada, France, Royaume-Uni, Danemark et Afrique du Sud) et des institutions financières comme la Caisse des dépôts.
- **Taxation** : une coalition de Prélèvements de solidarité mondiale, portée notamment par la France, le Kenya et la Barbade taxera les jets privés et les vols premium afin de lever des fonds pour le climat et les ODD. Le secteur aéronautique représente plus de 2,5 % des émissions mondiales de CO₂.
- **Investissements** : les États se sont engagés à poursuivre la réforme et le renforcement de l'architecture financière mondiale, avec davantage de canaux d'investissement pour les pays en développement. Des plateformes de financement pilotées par les États soutiendront les plans nationaux et une coalition portée par le Royaume-Uni et l'Initiative de Bridgetown visera à accroître le financement des interventions en cas de catastrophe.

- **Leadership du secteur privé** : lors du Forum international des entreprises, les dirigeants d'entreprises du monde entier ont lancé un appel fort à l'action pour mobiliser davantage de capitaux privés en faveur du développement durable, et leur soutien à la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire efficace et à un environnement macroéconomique et commercial favorable⁷.

LES LIMITES D'APPLICATION DES ENGAGEMENTS DE SÉVILLE : UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE DÉFAVORABLE

Si les engagements pris à Séville sont ambitieux, ils risquent néanmoins de se heurter à des perspectives économiques défavorables à l'échelle mondiale, comme illustre le rapport 2025 du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (UN-DESA)⁹. Les tensions géopolitiques, le risque de guerre commerciale avec la hausse des droits de douane, et la baisse de l'aide publique au développement pèsent sur les économies en développement déjà lourdement affectées par la dette.

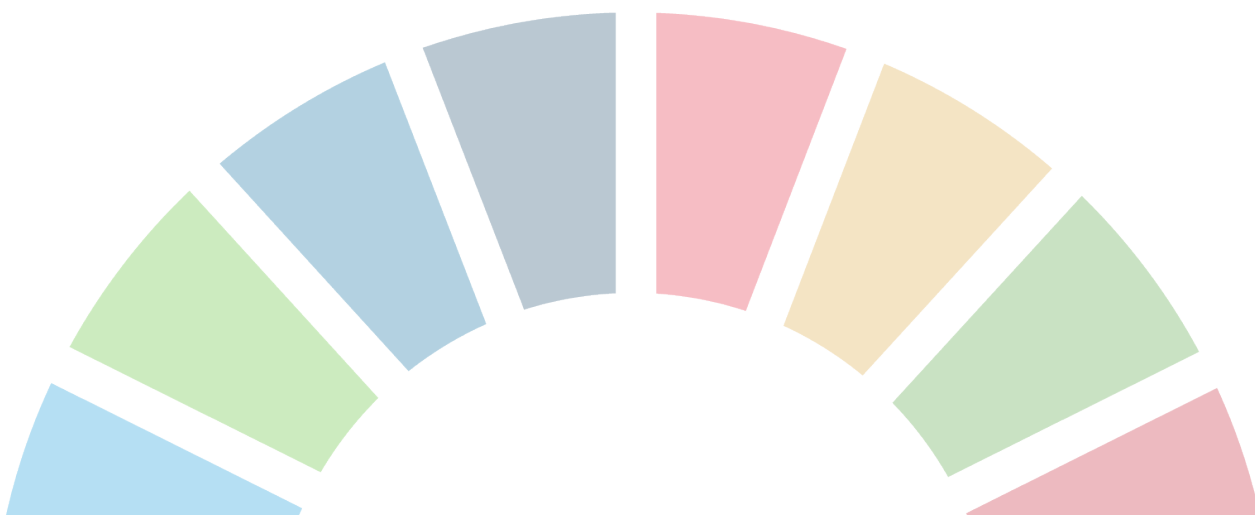
La croissance économique mondiale continue de stagner à des niveaux faibles depuis la pandémie de COVID-19 :

- **celle-ci devrait atteindre 2,8 % en 2025, soit autant qu'en 2023 et en 2024.**
- **pour les pays les moins avancés, cette croissance devrait se situer à hauteur de 4,6 %, soit bien moins que les 7 % prévus par l'Agenda 2030.**

L'inflation mondiale continue de diminuer, mais devrait rester élevée en 2025, notamment dans les pays en développement, à **5,1 % en moyenne**, et même au-delà de deux chiffres dans certains pays.

Les risques de rebonds inflationnistes mondiaux font planer l'incertitude sur les taux directeurs des banques centrales.

L'OCDE prévoit une baisse de 9 à 17 % de l'aide publique au développement nette en 2025. Pour les pays les moins avancés, cette baisse pourrait même atteindre 25 %.



Forum politique de haut niveau 2025 sur le développement durable : état des lieux des ODD 3, 5, 8, 14 et 17 et opportunités d'action pour le secteur privé

REVUE DES PROGRÈS SUR LA SANTÉ, L'ÉGALITÉ DES GENRES, LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE, LES OCÉANS ET LES PARTENARIATS

Depuis 2015 se tient le Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable (HLPF) et permet de faire le point sur la mise en œuvre des ODD à l'échelle mondial.

L'édition 2025, qui s'est déroulée du 14 au 23 juillet, a permis un état des lieux sur les **ODD 3 – Bonne santé et bien-être**, l'**ODD 5 – Égalité des sexes**, l'**ODD 8 – Croissance économique et travail décent**, l'**ODD 14 – Vie aquatique**, et l'**ODD 17 – Partenariats pour la réalisation des objectifs**. En parallèle, plusieurs pays ont présenté leur revue nationale volontaire (RNV) sur leur mise en œuvre respective des objectifs. À travers une déclaration politique commune, les ministres et les hauts représentants des États membres ont réaffirmé leurs engagements en faveur de l'Agenda 2030 et plus particulièrement des cinq ODD étudiés.

Si cette déclaration adoptée par un consensus montre que le dialogue et le multilatéralisme demeurent des atouts majeurs pour la mise en œuvre du développement durable, le manque de mesure d'actions concrètes témoigne de ses limites actuelles et du besoin de lui donner un élan nouveau.

C'est notamment tout l'enjeu du Pacte pour l'avenir, adopté en septembre 2024, et de la 80e Assemblée générale des Nations Unies, qui se tiendra en septembre 2025, et qui visera à accélérer les efforts de modernisation de l'organisation. Autour de l'initiative ONU80, plusieurs milliers de mandats actuels seront notamment réévalués, afin d'améliorer l'efficacité et l'impact des Nations Unies et du multilatéralisme, et réduire les contraintes imposées par certains processus bureaucratiques.

3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE



Bonne santé et bien-être

Le taux mondial de mortalité maternelle a baissé à 197 en 2023,

contre 228 décès en 2015 (pour 100 000 naissances)



Baisse de 16 % de la mortalité mondiale des moins de 5 ans en 2023

Soit 37 décès contre 44 décès en 2015 (pour 1 000 naissances)



La pénurie de professionnels de santé s'élève à 14,7M en 2023, contre 15,4M en 2020.

Elle devrait baisser à 11,1M en 2030 pour un total de professionnels est estimé à 70M en 2023.

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES



Égalité entre les sexes

61 pays

(47 %) ont toujours au moins une restriction empêchant les femmes d'exercer les mêmes métiers que les hommes.



30 % de représentation des femmes aux postes de direction

entre 2015 et 2023, la représentation, soit en augmentation de 2,4 points de pourcentage



27,2 % des sièges dans les parlements nationaux sont occupés par les femmes,

(Au 1^{er} janvier 2025) soit + 4,9 points de pourcentage par rapport à 2015, mais seulement + 0,3 point par rapport à 2024) 35,5 % des postes au sein des administrations locales.

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



Travail décent et croissance économique

Ralentissement à 2 % de la croissance mondiale en 2022-2024,

avec un nouveau ralentissement prévu à 1,5 % en 2025 en raison des tensions commerciales et de l'incertitude politique.



12,9 % le chômage des jeunes, soit presque trois fois plus que celui des adultes,

malgré un chômage mondial historiquement bas (5 %)



Une diminution du travail des enfants dans le monde

**2024 : 138 millions
vs 160 millions en 2020**

Mais très loin de l'objectif d'y mettre fin en 2025

14 VIE AQUATIQUE



Vie aquatique

8,04 le pH des océans en 2023 contre 8,1 en 1985.

L'acidification des océans s'intensifie en raison de l'augmentation des émissions de CO₂.



70 à 90 % des récifs d'eau chaude pourraient disparaître d'ici 2050 à +1,5°C de réchauffement.

À + 2 °C, la quasi-totalité des récifs disparaîtrait, menaçant la biodiversité, la sécurité alimentaire et la résilience climatique.



35,5 % des stocks de poissons sont surexploités en 2021.

La part des stocks surexploités continue de croître d'environ 1 % par an.

17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS



Partenariats pour la réalisation des objectifs

La part des exportations de marchandises pays les moins avancés stagne depuis 2015.

(1,1 % de la part des exportations mondiales).



Les investissements liés aux ODD ont diminué de 11% en 2024.



L'indicateur de performance statistique (IPS), est passé de 58,6 en 2016 à 69,7 en 2023 dans le monde.

L'IPS mesure la performance des systèmes de données.



Source : UNDESA, 2025

Le secteur privé peut contribuer à l'atteinte de ces ODD : bonnes pratiques d'entreprises adhérentes au Pacte mondial des Nations Unies



ODD 3 – BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

■ FERMENTALG ET LA BIOTECHNOLOGIE BLEUE

L'entreprise, créée en 2009, place sa mission dans une approche "One Health" – une seule santé, qu'elle soit humaine, animale ou environnementale – en produisant notamment des microalgues au champ d'application multiple dans le domaine de la santé et de la nutrition. [\(LIEN\)](#)

■ DAMARTEX - ŒUVRER POUR LE BIEN ÊTRE DES SENIORS

Damartex, l'un des premiers distributeurs européens de vêtements et accessoires pour seniors (55+), participant au Pacte mondial des Nations Unies depuis 2015, s'engage à changer le regard de la société et améliorer le bien-être des seniors au travers de sa Fondation On Seniors' Side. [\(LIEN\)](#)



ODD 5 – ÉGALITÉ DES SEXES

■ CAPGEMINI – ACCÉLÉRER LA PARITÉ HOMMES-FEMMES

Capgemini, partenaire de la transformation business et technologique de ses clients, présent dans plus de 50 pays, fait de la diversité et de l'inclusion un pilier de ses engagements. Dans un univers de la tech encore très masculin, le groupe accorde une attention particulière à la place des femmes. [\(LIEN\)](#)

■ ENGAGEMENTS POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES À TRAVERS FORWARD FASTER

S'engager à verser un salaire égal pour un travail de valeur égale d'ici 2030, et assurer un niveau équitable de représentation, de participation et de leadership à tous les niveaux d'encadrement et de direction d'ici 2030. [\(LIEN\)](#)



ODD 8 – CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET TRAVAIL DÉCENT

■ PERNOD-RICARD – LE PROGRAMME COFFEE FOR GOOD POUR FAVORISER LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS RURALES

Lancé en 2016 par Pernod Ricard, le leader mondial des vins et spiritueux, le programme Coffee for Good entend développer une entière traçabilité de sa chaîne d'approvisionnement en café qui fait partie des ingrédients indispensables pour la fabrication de Kalhúa et améliorer les conditions de vie des agriculteurs dans les montagnes de Veracruz au Mexique. [\(LIEN\)](#)

■ DES MULTINATIONALES FRANÇAISES S'ENGAGENT À VERSER UN SALAIRE DÉCENT

Michelin, Schneider Electric et L'Oréal – trois grandes multinationales françaises – versent à tous leurs employés un salaire décent et s'efforcent d'étendre celui-ci aux travailleurs tout au long de leurs chaînes d'approvisionnement. [\(LIEN\)](#)

■ S'ENGAGER POUR LE SALAIRE DÉCENT À TRAVERS FORWARD FASTER

Avoir 100 % des employés percevant un salaire décent d'ici 2030 et établir des plans d'action conjoints avec des sous-traitants, des partenaires de la chaîne d'approvisionnement et d'autres parties prenantes pour œuvrer à l'obtention d'un salaire et/ou d'un revenu minimum vital. [\(LIEN\)](#)

■ SOS INTÉRIM – ACCOMPAGNER LES JEUNES DANS LEUR PROJET PROFESSIONNEL

Adhérente au Pacte mondial depuis 2008, SOS Intérim est une entreprise familiale, pionnière du travail temporaire en région normande. Pour aider les jeunes à trouver un emploi et construire leur projet professionnel, la société accompagne deux associations : *100 chances* et *100 emplois et Entreprendre Pour Apprendre Normandie*. [\(LIEN\)](#)

■ GROUPE HOLDER – RECRUTER DES PERSONNES ÉLOIGNÉES DE L'EMPLOI OU EN SITUATION DE HANDICAP

Le groupe HOLDER a rejoint le Pacte mondial en 2022, et développe depuis quelques années des partenariats avec des structures d'insertion par l'activité économique pour répondre à des enjeux de recrutement. [\(LIEN\)](#)



ODD 14 – VIE AQUATIQUE

■ CRÉDIT MUTUEL ARKÉA - FINANCER LES SEA TECH POUR PRÉSERVER L'Océan

Face à l'urgence climatique et à l'épuisement des ressources marines, la préservation de l'océan impose une réponse technologique et financière ambitieuse. Depuis sa base bretonne, le Crédit Mutuel Arkéa s'engage sur le financement des Sea Tech, ces innovations technologiques au service d'une économie bleue durable. ([LIEN](#))

→ Pour en savoir plus sur les opportunités d'actions du secteur privé en faveur des océans, [consultez notre note thématique relative à la 3e Conférence des Nations Unies sur l'Océan \(UNOC3\)](#)



ODD 17 – PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

■ BRL INGÉNIERIE - ENGAGER LES COLLABORATEURS ET LES CLIENTS DANS LA RÉALISATION DES ODD

BRL Ingénierie est un bureau d'études spécialisé dans les domaines liés à l'eau, à l'environnement et à l'aménagement du territoire. Après la définition de sa stratégie RSE en 2020 puis l'adhésion au Pacte mondial en 2021, l'entreprise s'est fixée comme objectif d'aider ses clients à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) et pour cela d'embarquer les 250 salariés de l'entreprise. ([LIEN](#))

■ AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT (AFD) - SDG PROSPECTOR : CARTOGRAPHIER LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD) GRÂCE À L'IA

En juin 2023, l'Agence française de développement (AFD), qui a rejoint le Pacte mondial des Nations Unies en 2004, a lancé officiellement le SDG Prospector (Prospecteur ODD en français) afin de cartographier les ODD dans tout type de document grâce à l'intelligence artificielle. Une innovation désormais accessible en ligne et ouverte à tous. ([LIEN](#))

Références

1. United Nations Statistics Division. (2025). [The Sustainable Development Goals Report 2025](#).
2. Cible 14.3 sur la réduction de l'acidification des océans, cible 14.4 sur la lutte contre la surpêche, cible 14.7 visant à mieux faire bénéficier les petits états insulaires en développement et aux pays les moins avancés des ressources marines, et cible 14.a sur la recherche en matière de technologies marines.
3. Cible 2.1 sur la malnutrition et la sécurité alimentaire, cible 2.a sur les investissements dans l'agriculture, et cible 2.c sur la limitation de la volatilité des prix des denrées alimentaires.
4. Cible 8.1 sur la croissance économique, cible 8.2 visant à parvenir un haut niveau de productivité économique, cible 8.3 favoriser la croissance des PME, et cible 8.8 sur la défense des droits du travail.
5. Observatoire des inégalités. (2025). [Comment évolue la pauvreté en France ?](#)
6. Sustainable Development Solutions Network (2025). [Financing Sustainable Development to 2030 and Mid-Century. Sustainable Development Report 2025](#). Paris: SDSN; Dublin: Dublin University Press.
7. Selon la [classification de la Banque mondiale](#), basée sur le revenu national brut (RNB) par habitant.
8. United Nations Department of Economic and Social Affairs. (2025). [Compromiso de Sevilla for Action: Outcome document of the Fourth International Conference on Financing for Development](#).
9. United Nations. (2025). [Fourth International Conference on Financing for Development delivers renewed hope and action for sustainable development](#).
10. United Nations Department of Economic and Social Affairs. (2025). [World Economic Situation and Prospects 2025](#).
11. Conseil économique et social des Nations Unies. (2025). Adoption de la déclaration ministérielle ([E/HLPF/2025/L.1](#)).
12. Organisation des Nations Unies. (2025). [Initiative « ONU80 » : Qu'est-ce que c'est - et pourquoi c'est important pour le monde ?](#)

À propos du Pacte mondial des Nations Unies

Initiative spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, le Pacte mondial des Nations Unies est un appel aux entreprises du monde entier pour qu'elles alignent leurs opérations et leurs stratégies sur Dix principes universels dans les domaines des droits de l'homme, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption. Lancé en 2000, le Pacte mondial des Nations Unies a pour mission de guider et de soutenir la communauté mondiale du secteur privé dans la promotion des objectifs et des valeurs des Nations Unies grâce à des pratiques d'entreprise responsables. Bénéficiant du soutien des 193 États membres de l'ONU, le Pacte mondial des Nations Unies est l'acteur de référence pour l'action et le leadership au sein d'un mouvement mondial croissant en faveur de la durabilité des entreprises, via un respect de plus en plus clair des Dix principes.

Le Pacte mondial des Nations Unies est renforcé par la résolution "Vers des partenariats mondiaux", amenée à être renouvelée tous les deux ans par l'Assemblée générale des Nations Unies.

www.unglobalcompact.org

À propos du Pacte mondial de l'ONU - Réseau France

Relais local officiel du Pacte mondial des Nations Unies, le réseau français a pour mission d'accompagner la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et l'appropriation des 17 ODD par le monde économique français. Il rassemble plus de 2 000 entreprises et 80 organisations à but non lucratif autour d'enjeux liés à la responsabilité sociétale et environnementale et au développement durable. Au quotidien, le réseau s'attache à être un lieu d'échanges sur l'ensemble des questions de RSE et à associer les principes du Pacte mondial à la stratégie, aux ambitions, à la culture, à la raison d'être et aux activités quotidiennes de l'ensemble de ses adhérents, quelle que soit leur taille ou leur maturité.

Le Pacte mondial de l'ONU - Réseau France est une association de loi 1901 qui agit dans le cadre des Quality Standards (QS) et du mémorandum d'entente (Memorandum of Understanding, MoU) avec le Pacte mondial des Nations Unies.

www.pactemondial.org

LES DIX PRINCIPES DU PACTE MONDIAL DES NATIONS UNIES

DROITS DE L'HOMME

- 1 Promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme
- 2 Veiller à ne pas se rendre complices de violations des droits de l'homme

NORMES INTERNATIONALES DU TRAVAIL

- 3 Respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociation collective
- 4 Contribuer à l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire
- 5 Contribuer à l'abolition effective du travail des enfants
- 6 Contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi

ENVIRONNEMENT

- 7 Appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement
- 8 Prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement
- 9 Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

- 10 Agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin